

## Fiche Risque pays : Burkina Faso 2007

### Données Clés

Superficie : 274 200 Km<sup>2</sup>

Population : 13 228 000

Langues officielle :

Français

Fait partie de :

la Zone Franc

La Sous région : UMEOA

(Union Monétaire des

Etats Ouest Africains)

Pays d'Afrique sahélo-soudanienne parmi les plus pauvres du monde, classé 175ème sur 177 par le PNUD en 2003, le Burkina Faso est parmi les pays **importateurs de pétrole** à faible intensité de ressources. Il ne bénéficie donc pas de la hausse des prix des matières 1<sup>er</sup>, au contraire même il subit le cours baissier du coton!



### **Aspects conjoncturels : L'économie renoue avec la croissance après une période difficile.**

**Crise Alimentaire en 2005** : Près de 90% de la population vit de l'agriculture de subsistance, de ce fait le pays est très **vulnérable aux aléas climatiques**. La campagne agricole de 2004/2005 avait été très sévèrement affectée par une forte sécheresse après l'invasion acridienne de 2004 qui avait réduit les stocks vivriers de la population. L'insuffisance de la campagne agricole a été amplifiée par le comportement de stockage spéculatif, ainsi qu'un effet de contagion sous régional dû à une hausse des exportations des produits vivriers vers le Mali et le Niger également touchés par la sécheresse. Une telle situation de pénurie alimentaire a produit, mis à part l'effet d'instabilité macroéconomique sur les prix des produits alimentaires (Taux d'inflation global jusqu'à 10% en 2005), de graves effets sur le développement humain et ainsi sur le potentiel de croissance du pays.

**Ralentissement Economique** : Cette période a été d'autant plus difficile que la hausse durable du prix du pétrole ainsi que les effets retardés du conflit ivoirien rendaient impossible l'utilisation de la voie ferrée vers le port d'Abidjan empêchant ainsi le fonctionnement habituel de l'économie. Cependant, la capacité d'adaptation des acteurs économiques a été surprenante : ils ont réduit l'utilisation des transports motorisés et sont parvenus à exporter vers d'autres pays maritimes par la route à plus de 80 % depuis 2003 (seulement 37% auparavant).

**Croissance Retrouvée** : La bonne saison des pluies en 2005 a permis de retrouver une production vivrière largement suffisante, réduisant la pression sur les prix alimentaires ainsi qu'une excellente récolte cotonnière payée à bon prix au producteur (malgré des cours mondiaux bas, entraînant un large déficit pour les 3 sociétés cotonnières qui organisent l'approvisionnement des planteurs en intrants et achètent l'intégralité de la récolte à prix minimum garanti) ont permis de retrouver un taux de croissance fort (supérieur à 5%) en 2005. Ces bons résultats ont été maintenus en 2006 et devraient d'après toutes les études en faire au moins autant en 2007 et 2008 (sous réserve de bonnes conditions climatiques notamment de pluviométrie suffisante).

### **Position extérieure: Forte dépendance aux facteurs exogènes, climatiques et cours mondiaux du coton.**

Les exportations de biens et services ont été de 10% du PIB en 2004 et 2005, puis autour de 12% en 2006, niveaux également attendus pour 2007. Le niveau des importations, lui, est proche de 25% du PIB. On observe donc une balance commerciale déficitaire de l'ordre de 10%. Cette situation est notamment due à la faiblesse des cours mondiaux du coton dont les exportations représentent 60% des entrées en devises du pays. A ceci s'ajoute la hausse du prix du pétrole, d'autant plus que la majorité des exports sont payés en dollar relativement faible alors que le Burkina paye ses achats surtout en euro plus fort. Les termes de l'échange du Burkina ce sont fortement dégradés, passant de 136 en 2004 à 106 en 2005 mais semblent s'améliorer : ils sont prévus à 118 en 2007 (indice, 2000=100). Un risque dû à la concentration de ses partenaires commerciaux (dépendance aux débouchés asiatiques croissante) est à surveiller à long terme. En 2005, la répartition était la suivante:

- Exports : Chine 39.7%, Singapour 13%, Thaïlande 5.9%, Ghana 5.4%, Taiwan 4.6%
- Imports : France 23.7%, Cote d'Ivoire 23.3%, Togo 6.7%

### **Aspects structurels : Composition du PIB : Agriculture: 32.6% Industrie: 19.7% Services: 47.7%**

La situation enclavée, la rareté des ressources naturelles ainsi que les conditions climatiques aride rendent l'agriculture ainsi que l'intégration au marché mondial particulièrement difficiles. De fait, la base industrielle burkinabé est faible et reste dominée par des entreprises d'Etat peu rentables mais de **nombreuses réformes** ont eu lieu, notamment dans le **processus de privatisation**, et en particulier dans le secteur du coton, l'Etat est désormais minoritaire dans le capital de la Société des Fibres Textiles (SOFITEX), celle-ci a également dû renoncer à sa position monopolistique pour concéder des zones d'exploitation à deux sociétés privées en 2004.

Dans d'autres secteurs, comme les télécommunications, l'ouverture du capital d'ONATEL (Compagnie étatique des télécommunications) est prévue à hauteur de 54% à des partenaires privés. En ce qui concerne la SONABEL (Société Nationale Burkinabé d'Electricité) et la SONABHY (Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures) un processus devrait également voir le jour, mais n'est pas encore décidé.

**Des réformes du système bancaire** ont également été effectuées, permettant en particulier l'ouverture de 3 banques en plus des 8 existantes, dont la création de la banque régionale de solidarité dédiée à la micro-finance qui devrait desserrer la contrainte du crédit et favoriser l'émergence de petits projets générateurs d'activité.

**La Politique Monétaire : gérée de façon saine par la BCEAO (Banque Centrale des Etats Ouest Africains)** grâce aux réserves obligatoires dans chacun des pays passée de 3 à 7 % en 2005 au Burkina, parvenant ainsi à maîtriser l'inflation restée inférieure à 3% depuis 2004 (hors alimentation et transport). Le taux directeur est quant à lui commun à tous les pays de l'UEMOA. L'ensemble de la zone monétaire est appuyé par la France, ce qui lui a d'ailleurs permis d'être notée BBB (Investment grade) par l'agence de Rating « Fitch ».

**La Politique Budgétaire : Le déficit structurel est financé par des dons et prêts concessionnels**

Le solde budgétaire, structurellement déficitaire de 10% du PIB hors dons (réduit à 5% avec dons), semble difficile à équilibrer à cause de la faible pression fiscale (taux des recettes publiques hors dons rapportés au PIB) qui reste en 2006 inférieure à 13%, ce qui est parmi les plus faibles d'Afrique (moyenne de 26%).

**Risque souverain de solvabilité et de liquidité : Faible grâce aux bons rapports avec les bailleurs**

Les financements publics sont quasi exclusivement des prêts concessionnels ou des dons (dons officiels annuels représentent 3% du PIB) consentis par les bailleurs internationaux (FMI et Banque Mondiale) et ne devraient pas poser de difficultés. De plus, le point d'achèvement de l'initiative PPTE (remise de dette bilatérale) a été atteint dès 2002 et l'initiative IADM (remise de dette multilatérale) a également été mise en oeuvre en 2006, abaissant ainsi l'endettement (extérieur et public) à un niveau très faible : dette/PIB=8,9% (2006). Le pays aura certainement recours à de nouveaux emprunts dès cette année, sans pour autant que cela ne pose de problème de solvabilité (Le Burkina n'a d'ailleurs jamais été en cessation de paiement). Le service de la dette est d'autant plus faible que le niveau de concessionnalité des prêts consentis est élevé (0,5 à 0,75% de taux d'intérêts).

**Le risque de liquidité** est très limité grâce à l'adhésion du pays à l'UEMOA. De plus, le niveau de réserves de change attribué au Burkina fluctue entre 3 et 10 mois d'importations depuis 2002, avec une tendance à la hausse depuis 2005 laissant prévoir un niveau de 5,9 mois d'importations pour 2007.

**Aspects Institutionnels : climat des affaires peu propice au développement du secteur privé**

Après avoir acquis son indépendance envers la France en 1960, ont suivi plusieurs années de vie politique mouvementée où se sont succédés plusieurs coups d'états relativement bien acceptés. Depuis le dernier en 1987, le président Blaise COMPAORE est au pouvoir. De ce fait, **le climat politique au Burkina Faso est relativement calme**. Les élections législatives auront lieu ce mois de mai mais ne devraient pas poser de problème particulier, si ce n'est de renforcer le pouvoir excessif détenu par le parti de Compaore, le « congrès pour la démocratie et le progrès ». En 2010, la succession obligatoire du président en place depuis 20 ans pourrait être source d'incertitude (en effet, la constitution interdit depuis 2000 plus d'un renouvellement du mandat). Malgré cette relative stabilité politique ainsi que l'indicateur de perception de la corruption de « Transparency international » qui classe le pays en 79<sup>ème</sup> sur 163, le climat des affaires burkinabé est assez peu favorable. En effet, l'indicateur « Doing business » de la Banque mondiale classe très mal le pays sur tous les plans mais en particulier en ce qui concerne les droits de propriété et l'enregistrement de licences.

**Aspects sociaux : L'extrême pauvreté et fragilité de l'équilibre alimentaire sont inquiétantes**

De nombreux groupes ethniques cohabitent sans trop de heurts, principalement les Mossi (plus de 40%), les Gurunsi, les Senufo, les Lobi, les Bobo, les Mande et les Fulani. Il en est de même pour la religion des burkinabé qui sont à 50% musulmans, à 40% animistes et à 10% catholiques sans que cela ne pose de problème. Les problèmes sociaux sont directement liés à la pauvreté extrême ainsi qu'aux inégalités entre ruraux et urbains et entre secteur d'activité public et privé. De plus, la pression démographique est forte, avec une population très jeune dont plus de 50% a moins de 15 ans. Le niveau d'éducation de la population est faible avec un taux d'alphabétisme de 71,5% en 2005 et un taux de scolarisation primaire qui a insuffisamment progressé : de 47,5% en 2002 à 59% en 2005. Le marché du travail est trop peu développé, ce qui contraint une grande part des 5 millions de travailleurs burkinabé à migrer pendant la saison sèche vers les pays voisins pour des emplois saisonniers. Certaines de ces migrations tendent à prendre un caractère plus permanent. Celles-ci ne sont pas toujours sans poser de problèmes, comme nous avons pu le constater lors du conflit en Côte d'Ivoire.

**Opportunités et perspectives : Fort investissement et mise en exploitation minière**

L'investissement total relativement important (plus de 22% du PIB depuis 2004) est financé en partie avec une épargne intérieure proche de 10% du PIB. L'investissement public, en particulier dans les infrastructures (notamment routières) et dans le domaine de l'électrification mais surtout la forte croissance de l'investissement privé (15% annuel) devraient avoir des effets très positifs sur la productivité.

A moyen/long terme (3-4 ans), on pourrait voir **l'exploitation minière** (or, zinc mais aussi d'autres matières premières) prendre une importance majeure dans l'économie. Ceci offrirait des opportunités d'investissements avec un impact fort en terme de réduction du risque pays, au regard des effets sur la balance commerciale et en terme de diversification, notamment des exportations.

**Menaces et facteurs de vulnérabilité : L'aléa climatique affecte de plus en plus la population**

Bien sûr, le climat des affaires peu favorable est un handicap au développement économique du pays, mais le facteur climatique reste le vecteur de risque dominant au niveau conjoncturel mais également à long terme avec la menace de plus en plus vraisemblable de désertification qui bouleverserait l'équilibre économique fragile du pays. Enfin, il ne faut pas ignorer l'éventualité d'une dévaluation du Franc CFA (souffrant de la force de l'euro auquel il est indexé) dont les effets pourraient être très dommageables à des investisseurs étrangers mais aussi à l'ensemble de l'économie.

**Sources :**

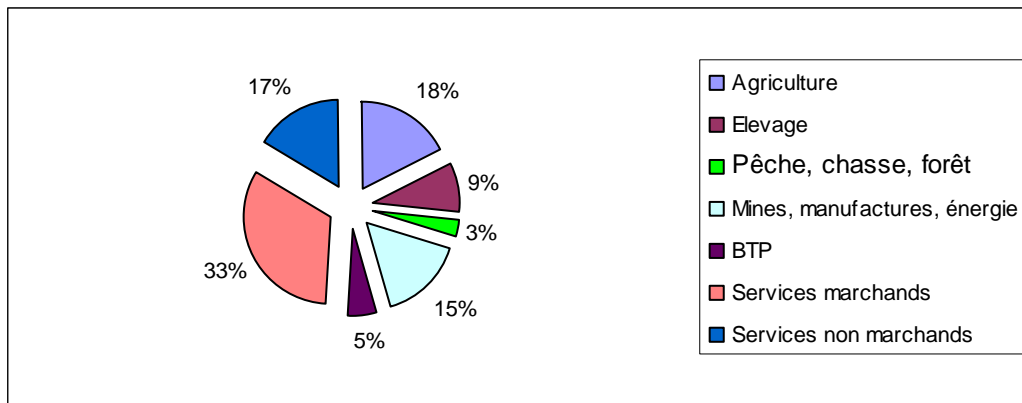
Institutionnelles : « Perspectives économiques en Afrique » (2005-2006) BAFD/OCDE, « Working papers » et « Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne » (Avril 2007) FMI, Banque mondiale, BCEAO.

Revue : Jeune Afrique, Grain de Sel (Direction Générale de la coopération internationale et du développement).

Livre : Les politiques économiques du Burkina Faso de Pascal Zagré

Sites web : <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>  
<http://www.doingbusiness.org>  
<http://www.trading-safely.com/sitecwp/cefr.nsf>  
<http://www.transparency.org>

**Figure 1: Ventilation sectorielle du PIB en Pourcentage**



Source: Perspectives économiques en Afrique BAFD/OCDE